



" GRAND ACCORD SOCIAL " : L'AFP A UNE HISTOIRE, SES SALARIES ONT DES DROITS

Mais qui donc M. Hoog croit-il duper avec son pseudo " grand accord social " ?

Le PDG voudrait faire table rase de tous les droits des salariés de l'AFP, obtenus après des dizaines d'années de lutte, et de négociations entre les syndicats et des directions autrement plus responsables que l'actuelle.

Au cours de la première réunion avec les organisations syndicales, le PDG a affirmé qu'il s'agissait de " consolider " les accords existants, mentant avec autant d'aplomb que de cynisme, puisque le projet d'accord transmis dans la foulée aux délégués balaye tous les droits des salariés de l'Agence.

Avec ce texte, M. Hoog demande en fait aux syndicats de co-dénoncer avec lui tous les accords sociaux.

Vacances, RTT, plans de carrière, salaires, tout est passé au rabot en échange d'une vague promesse de négociations salariales annuelles, mais sous réserve " des contraintes budgétaire de l'AFP ". Quelle générosité ! Cette négociation (la NAO) est de toute façon obligatoire de par la loi.

La CGT toutes catégories de l'AFP ne sera ni acteur, ni complice de la régression sociale.

Non seulement la CGT ne participera pas à ce simulacre de négociation, mais elle exige l'application de tous les accords existants, en particulier la revalorisation des salaires dans le cadre de la négociation SPQN à laquelle l'AFP est attachée, revalorisation non appliquée par la direction depuis trois ans.

CGT toutes catégories de l'AFP

Paris, le 31 mars 2015